

RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE
DÉPARTEMENT DE
L'HÉRAULT
CANTON DE
LODÈVE

COMMUNAUTÉ DE COMMUNES LODEVOIS ET LARZAC

DÉCISION

N°
CCDC-210420-039

portant sur

AVENANT DE TRANSFERT MARCHÉ DE MISSION DE MAÎTRISE D'ŒUVRE RÉHABILITATION DU RÉSEAU D'ALIMENTATION D'EAU POTABLE « RUE DU PORTAL BLANC » COMMUNE DE LE CAYLAR

Le Président de la Communauté de Communes Lodévois et Larzac,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L.2122-22,

VU la délibération n° CC_200711_03 du Conseil communautaire en date du 11 juillet 2020 par laquelle le conseil communautaire délègue au Président la prise de décision prévue à l'alinéa de l'article L.2122-22 du CGCT sus-visé,

VU le marché de mission de maîtrise d'œuvre pour la réhabilitation du réseau d'alimentation d'eau potable « rue du portal blanc » commune de le Caylar notifié le 16 décembre 2019 à IGEADT,

VU les arrêtés préfectoraux n° 2019-I-994 du 2 août 2019 et n° 2019-I-1033 du 12 août 2019 actant le transfert : de compétences eau et assainissement à la communauté de communes Lodévois et Larzac,

CONSIDÉRANT que la compétence eau potable a été transférée à la communauté de communes Lodévois et Larzac au 1^{er} janvier 2021,

CONSIDÉRANT qu'au titre du transfert de compétence, ce marché peut-être transféré à la communauté de communes Lodévois et Larzac,

DÉCIDE

ARTICLE 1 : D'approuver le transfert du marché de mission de maîtrise d'œuvre relatif à la réhabilitation du réseau d'alimentation d'eau potable « rue du portal blanc » sur la commune de le Caylar, du SIVOM DU LARZAC à la Communauté de Communes Lodévois et Larzac, dans le cadre de la compétence eau potable, à compter du 1^{er} janvier 2021,

ARTICLE 2 : Le montant du marché transféré s'élève à 843,89 euros hors taxes soit 1 012,67 euros toutes taxes comprises,

ARTICLE 3 : La dépense correspondante est inscrite au budget eau potable de la communauté de communes Lodévois et Larzac, section d'investissement, article 21531,

ARTICLE 4 : La présente décision sera inscrite au registre des délibérations,

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Lodève, le vingt avril deux mille vingt et un

Le Président,
Jean-Luc REQUI